



Mission régionale d'autorité environnementale

Région Hauts-de-France

**Avis délibéré de la mission régionale
d'autorité environnementale
Hauts-de-France
sur le projet d'aménagement d'une zone d'activité économique sur la
commune de
Wallon-Cappel (59)
Étude d'impact du 11 octobre 2024**

n°MRAe 2025-8592

AVIS DÉLIBÉRÉ n° 2025-8592 adopté lors de la séance du 1^{er} avril 2025 par
la mission régionale d'autorité environnementale Hauts-de-France

Préambule relatif à l'élaboration de l'avis

La mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) Hauts-de-France s'est réunie le 1^{er} avril 2025. L'ordre du jour comportait, notamment, l'avis portant sur le projet d'aménagement d'une zone d'activité économique à Wallon-Cappel, dans le département du Nord.

Étaient présents et ont délibéré : Hélène Foucher, Philippe Gratadour, Valérie Morel, Pierre Noualhaguet.

En application du référentiel des principes d'organisation et de fonctionnement des MRAe, arrêté par le ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires le 30 août 2022, chacun des membres délibérants cités ci-dessus atteste qu'aucun intérêt particulier ou élément dans ses activités passées ou présentes n'est de nature à mettre en cause son impartialité dans le présent avis.

* *

En application de l'article R. 122-7-I du Code de l'environnement, le dossier a été transmis à la MRAe le 29 janvier 2025, par la communauté d'agglomération Coeur de Flandre, pour avis.

En application de l'article R. 122-6 du Code de l'environnement, le présent avis est rendu par la MRAe Hauts-de-France.

En application de l'article R. 122-7 III du Code de l'environnement, ont été consultés par courriels du 11 février 2025 :

- le préfet du département du Nord;*
- l'agence régionale de santé Hauts-de-France.*

Après en avoir délibéré, la MRAe rend l'avis qui suit, dans lequel les recommandations sont portées en italique pour en faciliter la lecture.

Pour tous les projets soumis à évaluation environnementale, une autorité environnementale désignée par la réglementation doit donner son avis et le mettre à disposition de l'autorité décisionnaire, du maître d'ouvrage et du public, auxquels il est destiné.

Cet avis ne porte pas sur l'opportunité du projet mais sur la qualité de l'évaluation environnementale présentée par le maître d'ouvrage et sur la prise en compte de l'environnement par le projet. Il n'est donc ni favorable, ni défavorable. Il vise à permettre d'améliorer le projet et la participation du public à l'élaboration des décisions qui portent sur celui-ci.

Le présent avis est publié sur le site des MRAe. Il est intégré dans le dossier soumis à la consultation du public.

Le présent avis fait l'objet d'une réponse écrite par le maître d'ouvrage (article L.122-1 du Code de l'environnement).

L'autorité compétente prend en considération cet avis dans la décision d'octroi ou de refus d'autorisation du projet. Elle informe l'autorité environnementale et le public de la décision, de la synthèse des observations ainsi que de leur prise en compte (article L.122-1-1 du Code de l'environnement).

Synthèse de l'avis

Cette synthèse a pour objectif de faire ressortir les enjeux principaux identifiés par la MRAe et les pistes prioritaires d'amélioration du dossier et du projet, et les recommandations associées.

L'avis détaillé présente l'ensemble des recommandations de l'autorité environnementale dont il convient de tenir compte afin d'assurer la clarté du dossier, la qualité de l'évaluation environnementale, la prise en compte de l'environnement et de la santé, ainsi que la bonne information du public.

Le projet de la communauté d'agglomération Cœur de Flandre consiste en l'aménagement d'une zone d'activité économique de 4,6 hectares sur la commune de Wallon-Cappel (59). L'aménagement vise à accueillir des entreprises artisanales, des petites industries et des services et comprendra 12 lots de 1 129 m² à 2 383 m².

L'étude d'impact a été réalisée par le bureau d'étude Verdi Conseil Nord de France.

Les principaux enjeux environnementaux du projet sont les milieux naturels, les zones humides, l'impact sur la santé en bordure de la RD 642, les émissions de gaz à effet de serre.

Le besoin de création d'une zone d'activité économique est insuffisamment justifié au regard des disponibilités présentes sur la communauté de communes et les solutions d'économie foncière ne sont pas étudiées convenablement.

L'état initial des milieux naturels est incomplet faute d'inventaires relatifs à la faune.

L'évaluation des incidences sur Natura 2000 est à compléter en référençant les espèces et habitats d'intérêt communautaire identifiés au formulaire standard de données. L'évaluation devra analyser les interactions possibles entre les milieux destinés à être urbanisés et l'aire d'évaluation de chaque espèce ayant justifié la désignation des sites Natura 2000.

L'analyse des impacts sur la mare et la zone humide est à compléter pour préciser leur alimentation en eau.

Les résultats de la modélisation des polluants atmosphériques ne sont présentés que pour le dioxyde d'azote NO₂ et sont à compléter pour les autres polluants. L'analyse des risques sanitaires n'indique pas les impacts attendus pour les futurs occupants de la zone d'activité économique.

L'étude devra être complétée pour démontrer la capacité des équipements d'eau potable et d'assainissement à accueillir les nouvelles activités et justifier le dimensionnement des ouvrages de gestion des eaux pluviales.

Avis détaillé

I. Présentation du projet

Le projet de la communauté d'agglomération Cœur de Flandre consiste en l'aménagement d'une zone d'activité économique de 4,6 hectares sur la commune de Wallon-Cappel (59). L'aménagement vise à accueillir des entreprises artisanales, des petites industries et des services.

Le terrain comprend des terres cultivées, des prairies, un plan d'eau et des haies. Il est situé entre la RD 642, des habitations existantes et un lotissement pavillonnaire en cours d'aménagement. L'accès se fera depuis la RD 642. L'aménagement comprendra 12 lots de 1 129 m² à 2 383 m².

Les aménagements comprennent la création :

- d'une voirie d'accès depuis la RD 642, qui intègre une aire de retournement ;
- des trottoirs/chemins et aménagements paysagers (le long de la RD642) ;
- des bassins de collecte et d'infiltration des eaux pluviales et des noues ;
- d'un réseau d'assainissement ;
- d'un parking perméable (20 places+une PMR).

Le projet a été soumis à étude d'impact suite à la décision au cas par cas n° 2023-0017 du 24 avril 2023. La décision se fonde sur un manque de précision sur les activités envisagées, l'insuffisante description des effets cumulés potentiels avec un projet de lotissement à l'ouest, l'absence d'étude de trafic, le bruit, la qualité de l'air et les gaz à effet de serre, la proximité d'habitations et de la RD 642 et l'impact sur une prairie humide.

cartes de localisation (source : résumé non technique page 2)



Localisation du projet sur plan IGN



AVIS DÉLIBÉRÉ n° 2025-8592 adopté lors de la séance du 1^{er} avril 2025 par la mission régionale d'autorité environnementale Hauts-de-France



II. Analyse de l'autorité environnementale

L'avis de l'autorité environnementale porte sur la qualité de l'évaluation environnementale et la prise en compte de l'environnement par le projet.

L'étude d'impact a été réalisée par le bureau d'étude Verdi Conseil Nord de France (étude d'impact page 205).

II.1 Résumé non technique

Le résumé non technique doit constituer la synthèse de l'évaluation environnementale et comprendre l'ensemble des thématiques traitées dans celui-ci. Il doit participer à l'appropriation du document par le public et se doit donc d'être pédagogique, illustré et compréhensible par tous.

Le résumé technique est joint aux annexes du dossier. Il comprend l'ensemble des informations, telles que la présentation générale du plan, les solutions de substitution, qui permettent au public, à la lecture de cette seule partie, de comprendre les éléments essentiels du projet et de son impact ainsi que la justification des choix effectués.

L'autorité environnementale recommande de reprendre le résumé non technique, après compléments de l'étude d'impact.

II.2 Articulation du projet avec les plans-programmes et les autres projets connus

Le dossier présente l'articulation avec le plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) de Cœur de Flandre agglo (pages 168 et suivantes), le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) Artois-Picardie 2022-2027 et le schéma d'aménagement et gestion de l'eau (SAGE) de la Lys (page 164 et suivantes de l'étude d'impact).

La compatibilité avec le PLUi n'est pas assurée notamment pour la gestion des eaux pluviales et le recours aux énergies renouvelables, le dossier n'ayant pas approfondi et détaillé les solutions envisagées sur ces thématiques.

L'autorité environnementale recommande d'assurer la comptabilité du projet en détaillant les solutions envisagées pour les eaux pluviales et l'utilisation des énergies renouvelables.

L'articulation avec la disposition du SDAGE « A-2.1 gérer les eaux pluviales » et la disposition du SAGE « 10.2 maîtriser les eaux de ruissellement en milieu urbain » n'est pas totalement assurée, l'étude restant trop généraliste sur ces thématiques.

L'autorité environnementale recommande de mieux justifier la prise en compte du SDAGE et du SAGE de la Lys pour la gestion des eaux pluviales.

Les effets cumulés avec les autres projets connus sont étudiés à partir de la page 172 de l'étude d'impact. L'analyse est succincte, les effets cumulés doivent être détaillés pour le lotissement en cours de construction et l'aménagement de la RD 642 entre Hazebrouck et Renescure.

L'autorité environnementale recommande de détailler les effets cumulés pour le lotissement en cours de construction et l'aménagement de la RD 642 entre Hazebrouck et Renescure, et de compléter, le cas échéant, les mesures pour éviter, réduire ou compenser ces effets.

II.3 Scénarios et justification des choix retenus

Les choix ayant conduit au projet de zone d'activité économique sont présentés à la page 134 de l'étude d'impact. Aucun autre scénario ou variante n'a été étudié. La collectivité met en avant la faible disponibilité foncière et la présence de zones de développement local le long des axes routiers du territoire.

Ces besoins d'extension des activités économiques ne sont pas suffisamment justifiés. De plus des disponibilités foncières d'environ 5,1 hectares dans les zones d'activité économique de l'intercommunalité existent (page 134 de l'étude d'impact). D'autres scénarios ou variantes auraient dû être proposés.

L'autorité environnementale recommande de :

- démontrer que les besoins fonciers estimés pour le développement des activités correspondent aux besoins réels du territoire*
- approfondir les améliorations possibles du projet en matière de réduction de la consommation d'espace, notamment via la réutilisation de terrains déjà artificialisés ;*
- compléter le dossier en analysant des solutions alternatives au projet retenu, notamment en termes de surface occupée et imperméabilisée,*

- *démontrer que le projet retenu représente le meilleur compromis entre limitation des impacts sur les enjeux principaux identifiés en matière d'environnement¹ et objectifs de développement.*

II.4 État initial de l'environnement, incidences notables prévisibles de la mise en œuvre du projet et mesures destinées à éviter, réduire et compenser ces incidences

II.4.1 Consommation d'espaces

L'artificialisation des sols envisagée, et notamment leur imperméabilisation sur une surface de plus de 3,6 hectares, est susceptible de générer des impacts environnementaux importants. Cette artificialisation, difficilement réversible, entraîne un appauvrissement de la biodiversité et des possibilités de l'améliorer, une modification des écoulements d'eau, une disparition des sols et une diminution des capacités de stockage du carbone.

Ces impacts ne sont pas étudiés et, a fortiori, des solutions permettant d'économiser les sols et de réduire leur imperméabilisation, par exemple pour les voies de circulation, ou de la compenser, par exemple par la végétalisation des toitures, ne sont pas envisagées.

L'autorité environnementale recommande :

- *d'étudier des solutions d'aménagement moins consommatrices d'espace et conduisant à une moindre imperméabilisation des sols ;*
- *d'identifier et d'estimer les services écosystémiques rendus par les sols, puis d'étudier les impacts résiduels de la consommation d'espace sur les services écosystémiques perdus ;*
- *de proposer des mesures de réduction et de compensation de ces impacts, par exemple des mesures de réduction ou compensation des pertes des capacités de stockage du carbone par les sols du fait de leur imperméabilisation.*

II.4.2 Paysage et patrimoine

➤ Sensibilité du territoire et enjeux identifiés

Le projet est situé à environ 700 m du site inscrit « Ryck-Hout-Castel », en bordure de la RD 642 et d'habitations.

➤ Qualité de l'évaluation environnementale et prise en compte du paysage et du patrimoine

Les principaux enjeux paysagers ont été identifiés. Les mesures d'insertion du projet consistent en un traitement végétal de la frange nord en interface avec la RD 642 et un traitement paysager de la zone d'activité. Un cahier de prescriptions et de recommandations architecturales, urbaines et paysagères a été réalisé (fichier PA10 projet de règlement). Ces mesures assurent l'intégration paysagère du projet.

L'autorité environnementale n'a pas d'observation sur ce point.

¹ consommation d'espace, paysage, biodiversité, eau, qualité de l'air, énergie, gaz à effet de serre et bruit

II.4.3 Milieux naturels

➤ Sensibilité du territoire et enjeux identifiés

Le site du projet est concerné par des sites Natura 2000 et des zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) dont les plus proches sont : la zone spéciale de conservation FR3100495 « Prairies, marais tourbeux, forêts et bois de la cuvette Audomaroise et de ses versants » situé à 8,6 kilomètres et la ZNIEFF de type 1 n° 310013315 « Bois de Franque, bois de la Cruysable et Canton des huit rues située à 1,3 kilomètres.

➤ Qualité de l'évaluation environnementale

Le dossier ne présente pas d'étude spécifique pour les milieux naturels. Il ne recense pas les données bibliographiques notamment celles listant les espèces fréquentant le territoire communal. Aucun inventaire de la faune ne semble avoir été réalisé. L'inventaire de la flore a été réalisé le 18 mai 2022, les résultats sont présentés dans l'étude de délimitation des zones humides (annexe 1-ZDH pages 31 et suivantes).

Les continuités écologiques sont présentées à l'échelle régionale (page 53 de l'étude d'impact) mais ne sont pas étudiées à l'échelle de la parcelle. Le dossier est à compléter.

L'autorité environnementale recommande de :

- *compléter les enjeux et les impacts flore/faune en présentant une étude écologique qui comprenne des données bibliographiques et des inventaires ;*
- *d'étudier les enjeux des continuités écologiques à l'échelle de la parcelle.*

➤ Prise en compte des milieux naturels

Concernant la flore, 58 espèces ont été observées dont une protégée l'Œnanthe aquatique qui colonise le plan d'eau.

Les impacts sur les milieux naturels sont présentés à partir de la page 152 de l'étude d'impact. Cependant, ils ne sont pas détaillés pour chaque habitat et espèce et le dossier n'indique pas les mesures d'évitement adoptées notamment vis-à-vis des haies.

Le dossier conclut à un impact négligeable sur le milieu naturel. Cependant les inventaires sont incomplets pour la faune, l'analyse des continuités écologiques est insuffisante et les impacts ne sont étudiés que partiellement. La préservation des haies n'est pas garantie dans le dossier. De plus la zone humide sera clôturée et fauchée, ce qui pourra entraîner des incidences sur la flore et la faune sans mesures adaptées.

L'autorité environnementale recommande de :

- *présenter rigoureusement la séquence évitement, réduction, compensation pour les impacts sur les milieux naturels ;*
- *préciser le devenir des haies et fossés présents sur le site ;*
- *compléter l'étude écologique et les mesures d'évitement, de réduction et de compensation des impacts sur les milieux naturels.*

II.4.4 Évaluation des incidences Natura 2000

➤ Sensibilité du territoire et enjeux identifiés

Trois sites Natura 2000 sont présents dans un rayon de 20 kilomètres autour du projet, dont le plus proche la zone spéciale de conservation FR3100495 « Prairies, marais tourbeux, forêts et bois de la cuvette Audomaroise et de ses versants » est située à 8,6 kilomètres.

➤ Qualité de l'évaluation des incidences et prise en compte de Natura 2000

L'évaluation des incidences sur Natura 2000 se trouve dans un dossier séparé. Pour mais le sujet est traité dans différentes parties de l'étude d'impact (page 54 à 56, 152). Les espèces inféodées aux sites Natura 2000 et leurs aires d'évaluation² ne sont pas présentées. L'étude conclut à l'absence d'impact sur Natura 2000 compte tenu de l'éloignement du projet et de la nature urbaine proche du site. Cette absence d'incidence doit être ré-évaluée après compléments d'étude.

L'autorité environnementale recommande de :

- *réaliser une évaluation des incidences Natura 2000 en référençant les espèces et habitats d'intérêt communautaire identifiés au formulaire standard de données, et en analysant les interactions possibles entre les milieux destinés à être urbanisés et l'aire d'évaluation de chaque espèce ayant justifié la désignation des sites Natura 2000 ;*
- *compléter si nécessaire, les mesures pour garantir l'absence d'incidence Natura 2000.*

II.4.5 Ressource en eau

➤ Sensibilité du territoire et enjeux identifiés

Le site comprend une mare et une zone humide. Une gestion adaptée des eaux pluviales est attendue pour limiter les impacts associés au ruissellement des eaux.

➤ Qualité de l'évaluation environnementale et prise en compte de la ressource en eau

Le dossier ne présente ni l'état des lieux de la ressource en eau potable, ni la capacité des équipements d'assainissement à répondre aux besoins du projet d'aménagement.

Il est indiqué page 132 que « Les eaux usées seront récoltées de manière séparative dans un réseau souterrain qui sera créé sous la voirie. Il sera raccordé au réseau existant au niveau de la RD 642. (Sous réserve de l'accord de Noreade) ». Aucun accord du service public assainissement (Noreade) n'est joint au dossier.

L'autorité environnementale recommande de démonter la capacité des infrastructures d'eau potable et d'assainissement à répondre aux besoins de la zone d'activité et de fournir l'accord du service du service public d'assainissement (Noreade) pour le raccordement au réseau d'assainissement existant.

Pour les eaux pluviales, le dossier indique qu'elles seront gérées à la parcelle via des noues et un bassin d'infiltration (page 132 de l'étude d'impact).

² cette aire comprend les surfaces d'habitats comprises en site Natura 2000 mais peut comprendre également des surfaces hors périmètre Natura 2000 définies d'après les rayons d'action des espèces et les tailles des domaines vitaux

Cependant le dimensionnement des aménagements hydrauliques n'est pas justifié : le dossier ne présente aucune hypothèse ou note de dimensionnement.

L'autorité environnementale recommande de :

- *présenter les hypothèses et la note dimensionnement pour les ouvrages de gestion des eaux pluviales ;*
- *justifier la bonne prise en compte d'une pluie d'occurrence trentennale et d'un débit de fuite de 2 litres par hectares et par seconde.*
- .

Une étude de délimitation des zones humides est présentée dans le fichier annexe_EI (annexe 1). Elle comprend une étude des critères floristiques et pédologiques. L'emprise de la zone humide est cartographiée à la page 42 de l'annexe 1. Elle sera évitée par les aménagements et fera l'objet d'une fauche annuelle d'entretien sans que les modalités soient précisées. La mare sera aussi évitée.

Cependant, le projet pourrait avoir un impact sur l'alimentation en eau de la mare et impacter la zone humide, la mare étant située en point bas. Ainsi il convient de préciser les mécanismes d'alimentation en eau de la mare et de la zone humide et d'en déduire les impacts potentiels. Des mesures pour assurer la pérennité de la mare et de la zone humide pourraient être nécessaires.

L'autorité environnementale recommande :

- *d'étudier les mécanismes d'alimentation de la mare et de la zone humide ;*
- *de préciser les modalités de gestion de la zone humide ;*
- *de définir les impacts potentiels du projet et, le cas échéant, les mesures supplémentaires pour préserver la mare et la zone humide.*

II.4.6 Santé, nuisances

➤ Sensibilité du territoire et enjeux identifiés

La proximité de la zone d'activité avec des habitations et de la RD 642 rend nécessaire l'étude des nuisances sonores. La collectivité indique bénéficier d'une dérogation à loi Barnier pour se rapprocher à 20 mètres de la RD 642, obtenue dans le cadre du plan local d'urbanisme intercommunal de Flandre intérieure.

➤ Qualité de l'évaluation environnementale et Prise en compte des nuisances et de la santé

Le dossier complet de dérogation à la loi Barnier n'est pas présenté, ce qui ne permet pas de bien vérifier les enjeux et les aménagements prévus par cette dérogation.

L'autorité environnementale recommande de présenter dans l'étude le dossier de dérogation à la loi Barnier obtenue dans le cadre de l'élaboration du PLUi.

L'étude acoustique est présentée en annexe 3 et concerne l'impact acoustique de la nouvelle voie sur la zone résidentielle (y compris l'école Roger Marcotte) et en façade des futurs bâtiments.

Une modélisation de la situation actuelle a été réalisée en façade des futurs bâtiments et montre notamment des mesures de bruits non modérés (R27 RDC et R26 R+1) et des points noirs bruit « R26 Rdc et R 26 R+1 » (page 21 de l'étude acoustique).

Une modélisation de niveaux sonore a été réalisée en considérant le nouveau trafic sur le RD 642 et la route d'Hazebrouck. La contribution sonore des nouvelles voiries n'engendre pas d'impact sonore supplémentaire.

L'autorité environnementale n'a pas d'observation.

L'évaluation des risques sanitaires est présentée dans l'étude air et santé à partir de la page 25. Les sources d'émission des polluants atmosphériques sont présentées à l'échelle de la communauté de communes. L'école primaire Roger Marcotte constitue le seul site vulnérable situé à environ 487 mètres.

L'évaluation des risques sanitaires se concentre sur l'unique enjeu de l'école Roger Marcotte où le projet n'entraîne pas d'augmentation significative des polluants et des risques. Toutefois, l'analyse des risques n'est pas effectuée pour les futurs occupants de la zone d'activité, d'autant plus que le site sera à 20 mètres de la RD 642. L'analyse est à compléter.

L'autorité environnementale recommande de mener l'analyse des risques sanitaires pour les occupants de la zone d'activité et de compléter si besoin les mesures d'évitement ou de réduction des impacts sanitaires.

II.4.7 Qualité de l'air, consommation d'énergie et émission de gaz à effet de serre en lien avec les déplacements

➤ Sensibilité du territoire et enjeux identifiés

Le territoire communal est concerné par le plan de protection de l'atmosphère du Nord-Pas-de-Calais (en cours de révision) et le plan climat air-énergie Flandre intérieure.

➤ Qualité de l'évaluation environnementale et prise en compte du climat

L'analyse du trafic est présentée en annexe 2. L'augmentation du trafic engendrée sera de 170 véhicules par jour dans les 2 sens (15 % de poids-lourd) circulant sur la voie de desserte créée.

Une étude air est présentée en annexe 4.

L'état initial de la qualité de l'air comprend la présentation des concentrations de polluants atmosphériques (NO₂³ et PM10⁴) mesurée entre 2018 et 2022 par la station ATMO Hauts-de-France « Saint-Omer Ribot » située à environ 10 kilomètres du site, ainsi qu'une campagne de mesures réalisée du lundi 9 octobre au lundi 23 octobre sur 7 points de mesure pour le dioxyde d'azote (NO₂).

3 dioxyde d'azote

4 les particules dans l'air dont le diamètre est inférieur à 10 micromètres

Les résultats de la campagne de mesure sont présentés à la page 14, les concentrations en NO₂ sont comprises entre 9 et 17 microgrammes par m³. Elles sont inférieures de 20 microgrammes par m³, aux valeurs attendues en 2030 dans l'objectif de convergence vers les valeurs guide de l'OMS en 2050.

La RD 642 est identifiée comme source d'émissions de polluants atmosphériques. Une modélisation de la concentration des polluants a été réalisée pour le NO₂, les PM 10, les PM 2,5 en fonction de l'augmentation du trafic et est présentée à la page 22 de l'étude air et santé. Le dossier ne présente cependant pas le résultat des modélisations pour tous les polluants indiqués. L'étude se concentre sur NO₂ dont les concentrations restent inférieures à 20 microgrammes par m³. Les résultats pour les PM 10 et 2,5 sont à compléter.

L'autorité environnementale recommande de présenter les résultats des modélisations des concentrations en polluants pour les PM 10 et PM 2,5 et de compléter, le cas échéant, les mesures favorables à la qualité de l'air.

Les émissions de gaz ont été quantifiées et sont comprises en 506 tonnes et 1630 t.équ.CO₂/an en fonction des hauteurs de bâtiments (page 6 de l'annexe 5-bilan des gaz à effet de serre).

Quelques mesures de réduction des gaz à effet de serre sont présentées à partir de la page 148 de l'étude d'impact et concernent : l'utilisation de véhicules moins polluants, le maintien de la prairie humide, l'utilisation de matériaux de sol poreux, l'isolation thermique efficace des bâtiments, etc. Le gain quantifié de la réduction des émissions n'est pas indiqué. Il n'apparaît pas clairement que les mesures permettent une réduction significative des émissions de gaz à effet de serre.

L'autorité environnementale recommande d'apporter des données chiffrées sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre résiduelles, après mise en œuvre des mesures d'évitement, de réduction ou de compensation.

Le dossier ne présente pas d'analyse des impacts concernant la consommation d'énergie. Bien qu'une étude de faisabilité sur le potentiel de développement des énergies renouvelables ait été réalisée (annexe 7), les dispositions pour les mettre en œuvre ne sont pas précisées. De plus, l'articulation avec le PCAET Flandre intérieure n'est pas explicitée.

L'autorité environnementale recommande de :

- *quantifier les consommations d'énergie attendues par le projet et d'étudier les mesures de réduction ;*
- *d'étudier les modalités de mise en œuvre des énergies renouvelables ;*
- *de justifier de la bonne prise en compte du projet avec le PCAET Flandre intérieure.*